

L'inconsistante politique agricole du Conseil fédéral

L'invité

Luc Thomas
Directeur
de Prométherre



Avec la récente publication de son rapport de politique agricole, le Conseil fédéral tombe le masque. Son objectif est désormais clair: libéraliser le marché agricole, le plus complètement possible, et ce dès la prochaine révision de la loi sur l'agriculture qui prendra effet en 2022.

La vague d'indignation que ce rapport a suscitée dans l'agriculture et au-delà tient au caractère jusqu'au-boutiste et provocateur de la libéralisation préconisée. Mais pas seulement. Les intentions du Conseil fédéral étaient connues depuis belle lurette et n'ont donc pas constitué une réelle surprise pour ceux qui suivent de près le dossier agricole. Ce qui fâche et laisse perplexe, c'est la désinvolture qui transparaît de ce rapport et l'indigence des réflexions du Conseil fédéral sur les conséquences de la politique qu'il entend mener.

On le sait, M. Schneider-Ammann a fait du libéralisme son credo absolu. Sa rhétorique se limite le plus souvent à invoquer les succès de l'économie helvétique pour marteler que le libre marché doit être vu comme une opportunité pour l'agriculture. Pas étonnant qu'animé d'une telle foi, il ne soit guère intéressé aux conséquences préjudiciables de l'ouverture de notre marché agricole et encore moins aux mesures qui pourraient

être envisagées pour les atténuer.

Productrice de matières premières dans un pays à haut niveau de vie et de coûts, l'agriculture suisse a résolument pris l'option de se démarquer de la concurrence étrangère par une production de qualité qui respecte des standards élevés en comparaison internationale. Cette stratégie - à laquelle le secteur agroalimentaire et le Conseil fédéral disent souscrire - suppose le maintien d'une protection à la frontière afin de compenser la part du surcoût helvétique que le consommateur n'est pas prêt à payer pour bénéficier de la qualité suisse.

À défaut, l'agriculture suisse se verrait contrainte d'abaisser ses frais de production de moitié environ pour être compétitive sur un marché libéralisé. Cela impliquerait de réduire dans la même proportion le coût de la main-d'œuvre agricole, familiale et salariée, et provoquerait donc une diminution massive du nombre des exploitations.

Dans cette hypothèse, l'agriculture suisse ne disparaîtrait certes pas, mais devrait se restructurer au pas de charge en industrialisant sa production ou en «extensifant» au point de ne conserver qu'une fonction d'entretien du territoire. Avec des importations accrues, les consommateurs verraient la qualité de leur alimentation baisser sans qu'elle devienne significativement moins chère et l'environnement en subirait aussi les effets, néfastes à tous points de vue. Quant aux agriculteurs, leur paupérisation serait alors programmée. Ce n'est pas à proprement parler dans ce sens que le peuple suisse s'est exprimé le 24 septembre dernier.

Bien commun et poupées russes

L'invité

Jean-Claude Huot
Aumônier
du monde
du travail



La notion de bien commun revient dans l'air du temps. On en parle au pluriel pour qualifier l'air et l'eau face à un changement climatique. L'Épi, le projet de monnaie locale du Gros-de-Vaud et du pied du Jura, l'utilise au singulier dans ses objectifs: «servir l'intérêt du bien commun en promouvant des pratiques durables et responsables».

À l'occasion de la parution d'un livre sur le bien commun dont je suis l'un des auteurs et ayant codirigé l'ouvrage (*Le bien commun par-delà les impasses*, Paul-H. Dembinski et Jean-Claude Huot, Éd. Saint-Augustin, 352 p.), il vaut la peine de se demander ce que signifie cette notion. Ancrée dans l'enseignement social de l'Église catholique et la philosophie d'origine aristotélicienne, elle affirme que l'humain est un être social.

Il s'inscrit dans un réseau relationnel. Dès lors son bien propre implique le bien de l'ensemble de la société. Le bien commun constitue ainsi «l'ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée», comme le précise le Concile Vatican II (l'Assemblée des évêques du monde entier) en 1965.

Comme citoyen, consommateur, travailleur, père de famille, je prends constamment des décisions

relatives à mon bien. Je vais choisir ce qui me correspond, me permet de bien vivre.

On pourrait parler d'intérêt particulier... et espérer que l'ensemble de ces intérêts individuels fasse automatiquement un intérêt général satisfaisant le plus grand nombre. Mais il n'en va pas ainsi.

Je suis appelé à penser mon bien personnel à l'intérieur d'un bien plus large, celui de ma famille, de ma commune, de mon canton, de mon pays, de l'Europe, du monde entier... de la planète Terre. Telle est l'interpellation du bien commun.

Je suis la «poupée russe» du centre. Mon bien dépend de celui de toutes les «poupées» qui m'entourent tout autant que je contribue à leur bien. Sans elles, je suis nu.

Avoir comme horizon le bien commun en agissant pour son propre bien invite au questionnement. Exemples: quand je fais mes courses, quels biens je favorise pour la nature, pour les producteurs de ma nourriture?

Quand je vote «Prévoyance 2020» ou «No Billag», où est la solution pour le bien commun de la société suisse?

Cette invitation peut paraître épuisante... on ne peut prendre le monde entier sur ses épaules! Plus qu'un impératif, c'est un état d'esprit, et il est fructueux: car on cultive alors son propre bien. On ne peut être heureux tout seul!

Le bien commun n'est ainsi jamais défini une fois pour toutes. Il reste pluriel et soumis au débat. Que le livre mentionné ci-dessus, fait de multiples contributions, nourrisse ce débat et fasse vivre cet horizon qui nous aide à construire notre bien à toutes et tous.

Sport

Le nébuleux mercato du football des talus

Des joueurs amateurs qui s'en mettent plein les poches réalité que déplore Gérard Vontobel, président de l'Association vaudoise de football

Raphaël Cand

Un transfert à plus de 250 millions de francs, près de 43 millions de salaire annuel. Les chiffres entourant l'arrivée de Neymar au Paris Saint-Germain donnent le tournis. Loin des caméras, la valse des enveloppes sévit aussi dans les vestiaires vaudois. Le mercato des ligues amateurs pour enrôler les cadors du foot des talus n'a rien à envier aux pratiques entre grands clubs et, là aussi, les billets de banque font la loi.

David (prénom d'emprunt) en sait quelque chose. Formé dans un club de la région lausannoise, il a défendu les couleurs d'équipes de la 3e à la 1re ligue avant de mettre un terme à sa carrière l'été dernier. «Je gagnais entre 10 000 et 20 000 francs chaque saison, assure-t-il. Il est évident que l'argent a grandement influencé mes décisions, car, même si j'ai un emploi, les montants perçus

«Alimenter une caisse d'équipe pour organiser des sorties ou des voyages, d'accord. Par contre, salarier des sportifs à ce niveau, je dis non, même si tout le monde sait que ça existe»



Gérard Vontobel
Président de
l'Association cantonale
vaudoise de football

m'aidaient à boucler les fins de mois ou à m'offrir de belles vacances.»

Et il n'était pas le seul à se remplir les poches en foulant les pelouses des quatre coins du canton. Certes, tous les joueurs de 2e ligue ne gagnent pas 1000 francs par mois. Mais remporter 300, 500 ou 700 francs à chaque pleine lune n'est pas plus une exception dans cette catégorie. Une réalité que déplore Gérard Vontobel, président de l'Association cantonale vaudoise de football (ACVF): «Alimenter une caisse d'équipe pour organiser des sorties ou des voyages, OK. Par contre, salarier des sportifs à ce niveau, je dis non, même si tout le monde sait que ça existe. Ce qui m'inquiète surtout, c'est que le phénomène est descendu dans les ligues au fil du temps.»

Argent non déclaré

S'il est contre de telles pratiques, Gérard Vontobel ne peut les interdire. Jusqu'à cette année, le règlement de jeu de l'Association suisse de football (ASF) spécifiait qu'un joueur percevant plus de 500 francs par mois était considéré comme non amateur et ne pouvait par conséquent pas évoluer en 2e ligue ou dans les catégories inférieures. Coupable d'avoir aligné un footballeur professionnel issu de l'équipe fanion, la réserve du Stade Nyonnais reste l'un des rares cas de forfait prononcé pour cette raison. «Malheureusement, cette règle n'est plus en vigueur, indique le président de l'ACVF. Même s'il faut reconnaître qu'elle ne servait pas à grand-chose puis que les rétributions ne sont pas déclarées et donc versées au noir.»

Gérard Vontobel en sait quelque chose. Lui qui fréquente chaque week-end les pelouses des quatre coins du canton est le témoin privilégié de certaines pratiques. «Cette saison encore, j'ai pu observer un président donner des enveloppes à ses joueurs après une rencon-



Ascension
Le 24 mai 2014, Le Mont est promu en Challenge League. Le président Serge Duperret (au centre) exulte. KEYSTONE/J.-C. BOFF

tre. Mais que pouvons-nous faire? Ce n'est pas notre rôle de contrôler les agissements des clubs. Nous n'avons d'ailleurs pas accès à leur comptabilité. Il n'y a que les offices d'impôts qui peuvent faire quelque chose.»

Du côté de l'administration fiscale justement, on affirme que «tout sportif amateur, qu'il soit footballeur ou entraîneur, doit faire figurer dans sa déclaration les rémunérations qu'il a touchées, sur la base des certificats de salaire établis par les clubs». Le Département des finances refuse toutefois d'indiquer, en raison du secret fiscal, si un joueur ou une association sportive ne respectant pas les obligations légales a déjà été pincé et condamné. David, lui, ne laisse que peu de

place au doute: «Je n'ai jamais déclaré les montants que j'ai perçus.»

Champagne recrute jusqu'en Roumanie

Il existe de multiples méthodes pour construire une équipe. Le FC Champagne Sports a par exemple opté pour le recrutement de footballeurs étrangers. Et, contrairement à d'autres clubs, l'assure pleinement ses actes. «Sept de nos joueurs sont arrivés de Roumanie cet été, confie le président, Charly Schläfli. Ces derniers sont nourris, logés par la maison Cornu et deux travaillent à la fabrication. Nous espérons ainsi monter en 2e ligue interrégionale en juin prochain.» Réaliser ces transferts a été rendu possi-

ble grâce à un homme: le coach Daniel Ambrus. «J'ai beaucoup de contacts dans les milieux du football roumain, explique-t-il. Par ce biais, j'ai réussi à convaincre des talents de rejoindre Champagne. Plusieurs espèrent ainsi se faire connaître et évoluer prochainement à plus haut niveau. Ils s'entraînent quatre fois par semaine pour y parvenir.»

Le premier tour de deuxième ligue étant terminé, ces derniers vont rentrer au pays. «Nous allons discuter de la suite avec les dirigeants et les joueurs, indique Daniel Ambrus. Il est possible que certains ne reviennent pas disputer la seconde partie du championnat et que d'autres les remplacent.»

À chacun sa formule pour imiter Bar-

celone ou le PSG, mais le rêve tourne souvent au cauchemar. Le FC Baulmes en a fait l'expérience il y a quelques années. Porté par son président Fabian Salvi et l'enthousiasme général, le club de ce petit village atteint la Challenge League en 2004. Après la montée au paradis, les ennuis commencent quand les instances du football professionnel annoncent que, sans un nouveau stade, la formation sera condamnée à la rétrogradation ou à l'exil. Deux options inenvisageables.

Nouvelle enceinte et descente aux enfers

Une enceinte de 5000 places est donc inaugurée en mars 2007. Deux mois plus

tard, l'équipe est reléguée en 1re ligue lors de la dernière journée. Et la descente aux enfers ne fait que commencer. Les fonds promis par des investisseurs pour payer l'infrastructure chiffrée à près de quatre millions de francs n'arrivent jamais. La société anonyme FC Baulmes 1940 se retrouve en proie à d'importantes difficultés financières et la faillite est finalement prononcée en 2009.

Aujourd'hui, l'équipe première végète dans l'anonymat de la 4e ligue. Elle reçoit Azzurri Yverdon, Chavannes-le-Chêne ou la troisième garniture du FC Grandson Tuileries dans un stade qui sonne désespérément creux et dont le dernier carré de fidèles n'a plus que ses yeux pour pleurer.

Interview

«Beaucoup de formations du canton pié notre manière de faire»

Bien riche serait le demeuré qui, il y a une vingtaine d'années, aurait parié que Le Mont jouerait un jour en Challenge League. À l'époque, Serge Duperret est l'entraîneur de la première équipe et il se lance sans le savoir dans une aventure tout aussi incroyable qu'improbable. L'épopée a brusquement pris fin l'été dernier.

Comment se sont déroulés vos débuts au FC Le Mont?
On a d'abord luté plusieurs années afin de monter en 2e ligue. Il nous a fallu ensuite quatre saisons pour rejoindre

la 2e ligue interrégionale. Puis tout s'est enchaîné. Nous avons réalisé deux promotions d'affilée et nous sommes retrouvés dans la deuxième meilleure division du pays.

Un tel parcours n'aurait pas été possible sans un certain investissement financier. Quand avez-vous commencé à rémunérer des joueurs?
Je me rappelle que, déjà en 3e ligue, certains touchaient 3000 francs par année. Mais tout a vraiment débuté en 2e ligue. À un moment donné, nous



Serge Duperret,
président
du FC
Le Mont

n'avions plus beaucoup de footballeurs issus de la formation qui avaient les qualités pour évoluer à ce niveau. On est donc allé chercher des renforts français. On leur a trouvé un travail et un hébergement. Quand ils débarquaient en Suisse, ma femme leur servait les premiers repas et leur donnait des draps.

On était comme une famille.

Faire venir des joueurs de France est devenu une pratique banale. À l'époque cependant, les réactions ont été vives!

On a fait scandale dans le village et ailleurs. Certains ne supportaient pas que des footballeurs français, qui plus est de couleur, portent notre maillot à la place des gars du coin. Mais on ne s'est pas occupé des attaques. Aujourd'hui, tout cela me fait sourire. Car beaucoup de formations du canton ont ensuite copié notre manière de faire,

avec plus ou moins de réussite.

Le feuilleton a brusquement pris fin l'été dernier. Que s'est-il passé?

Quand j'ai menacé de tirer la prise, personne n'est sorti du bois pour me succéder et poursuivre l'aventure. J'ai senti un ras-le-bol dans le village. Les gens en avaient marre de voir ma tronche et de cette histoire. Ils souhaitent redonner la place à des jeunes du Mont. Le comité a donc refusé la Promotion League et notre équipe continue désormais sa route en 4e ligue.



Le FC Champagne Sports - ici dans la salle de fitness - a opté pour le recrutement de footballeurs étrangers. Contrairement à d'autres, le club assume pleinement ce choix. À droite, l'entraîneur, Daniel Ambrus. OGLEMEYLAN



Julien et Greg Jemmely, les frères qui font le succès du FC Genolier-Begnins, travaillent tous les deux dans la boucherie familiale. Le club fait partie des irréductibles qui refusent de payer les joueurs. PATRICK MARTIN

Des irréductibles veulent encore croire au pouvoir de la passion

● Même si l'argent a fait irruption dans le football amateur, certaines équipes veulent continuer à croire que le défi sportif peut suffire à convaincre un joueur de porter leurs couleurs. Promu en 2e ligue interrégionale en 2016, Genolier-Begnins adhère à cette philosophie. «Chez nous, aucun footballeur ne reçoit un salaire et tous paient leur cotisation, assure le président William Rochat. On offre par contre à chacun un bon de 200 francs pour une paire de chaussures. Sont également versés chaque saison 7000 francs dans la caisse d'équipe pour l'organisation d'un voyage. Finalement, on défraie à hauteur de 25 francs les joueurs qui prennent leur voiture pour se déplacer lors d'un match à l'extérieur.»

Passé par les espoirs du Lausanne-Sports et de Kaiserslautern, Julien Jemmely a commencé à pratiquer le football au FC Genolier-Begnins. Après avoir tiré un trait sur une carrière professionnelle en 2009, il décide de revenir «à la maison»: «J'avais plusieurs offres, mais j'ai choisi de jouer uniquement pour le plaisir. Je voulais évoluer chez moi et ne me voyais pas aller ailleurs et faire des kilomètres pour le Mont. Le comité a donc refusé la Promotion League et notre équipe continue désormais sa route en 4e ligue.»

«Il est tout un symbole pour notre club, commente William Rochat. Il transpire pour l'amour du maillot et s'investit en coulisse en étant membre

du comité.» De plus, le numéro 20 est le leader de l'équipe et un des meilleurs attaquants de sa catégorie.

«L'été dernier, sur les quatorze contacts que l'on a eus durant le mercato, douze ont demandé à être payés, analyse le président des «jaune et vert». Mais, quand j'observe tout ce qu'un gars comme Julien Jemmely apporte à Genolier-Begnins, et cela gratuitement, je ne vois pas comment on pourrait donner de l'argent à ces recrues potentielles.» Les footballeurs des talus rémunérés ne doivent cependant pas être montrés du doigt selon le buteur maison: «Il faut blâmer les dirigeants. Proposer des salaires à des joueurs de 5e ou 6e division helvétique, c'est absurde.»

Bien qu'il défende bec et ongles la philosophie du club, le président des «canaris» ne sait pas de quoi l'avenir sera fait. «Notre première équipe est composée essentiellement de footballeurs du cru, analyse William Rochat. On a la chance d'avoir une génération dorée. Mais, à moyen terme, pourrions-nous rivaliser avec les formations de 2e ligue interrégionale? Devrions-nous rémunérer nos joueurs pour continuer à évoluer à ce niveau? Il est en tout cas certain que, si nous franchissons un jour le pas, nous perdrons beaucoup de supporters qui s'identifient aux jeunes de nos villages.»